

RDC : la force neutre devrait compter 4.000 hommes de pays africains

@rib News, 17/08/2012 â€ Source AFPLa force neutre qui doit empêcher certains groupes armés d'opérer dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) pourrait compter 4.000 hommes, a affirmé vendredi le ministre congolais de la Défense Alexandre Luba Ntambo. La force pourrait compter 4.000 hommes qui viendront de pays africains, a déclaré le ministre au lendemain d'une réunion avec ses homologues d'Angola, du Burundi, du Congo, du Rwanda, d'Ouganda et de Tanzanie sur la crise à l'Est de la RDC.

Selon lui, les Etats concernés par les récents troubles à l'Est ne participeront pas à cette force. La RDC, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, pour ne citer que ceux-ci, sont concernés, il ne serait pas normal qu'ils composent la force, a souligné M. Luba Ntambo. L'armée congolaise combat depuis mai des mutins se réclamant du Mouvement du 23 mars (M23), et issus d'une ex-rébellion congolaise: le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), intégré dans l'armée en 2009. L'Ouganda est soupçonné de soutenir le M23, ce que Kampala a démenti. Le Rwanda a pour sa part été nommé accusé par des ONG puis par l'ONU d'appuyer en hommes, en armes et en munitions les rebelles, ce que Kigali a toujours nié. Les ministres étaient réunis depuis mercredi à Goma, capitale de la province instable du Nord-Kivu (Est), pour préparer une nouvelle réunion de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) destinée à jeter les bases de la nouvelle force. Les derniers combats entre l'armée et le M23 remontent à quelques semaines. Les mutins doivent retourner à leurs positions d'avant le 30 juin 2012, c'est-à-dire sur les collines stratégiques de Runyoni, Mbuzi et Chanzu, près de la frontière avec l'Ouganda et le Rwanda, a rapporté M. Luba Ntambo. Il est par ailleurs demandé au M23 d'arrêter toute activité anticonstitutionnelle, dont l'installation de structures politiques et administratives parallèles, d'arrêter la nomination des présidents d'administration, d'arrêter de changer les chefs coutumiers, et (d'arrêter) de remplacer le drapeau national par le leur, a déclaré le ministre. Les ministres étaient accompagnés de leurs chefs d'état-major et de leurs chefs de service de renseignement, qui s'étaient rencontrés auparavant pour définir les contours de la force neutre et faire cesser les violences qui ont fait plus de 250.000 déplacés. Ils ont transmis leur rapport au président ougandais Yoweri Museveni afin qu'il l'expose lors du prochain sommet de la CIRGL, prévu en septembre. La CIRGL est composée de la RDC, de l'Angola, de la Zambie, de la Tanzanie, du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda, de la Centrafrique, de la République du Congo, du Kenya, du Soudan. Lors d'un sommet à Kampala le 7 juillet, les chefs d'Etat n'avaient pas réussi à s'entendre sur la composition de la force neutre décidée à Addis Abeba en marge du sommet de l'Union africaine. Ils ont décidé de se revoir début septembre à Kampala. France 24, 18/08/2012 RDC-Rwanda : la force neutre, "une vraie fausse solution" Pour mettre fin à la guerre dans l'Est de la RDC, le président congolais et son homologue rwandais s'étaient mis d'accord à la fin du mois de juillet à l'adoption d'une "force internationale neutre". Néanmoins, sa mise en place demeure hypothétique. Depuis plus de quinze ans, la partie Est de la République démocratique du Congo (RDC) vit dans une insécurité permanente, entretenue par de nombreuses milices locales et étrangères. Depuis avril dernier, la situation s'est empirée avec l'entrée en scène d'un nouveau groupe rebelle, "le Mouvement du 23 mars" (M23), bénéficiant du soutien militaire du Rwanda voisin, selon les experts des Nations unies. Un appui qui fait resurgir les tensions entre les deux pays. D'un côté, Kigali n'a jamais cessé de soupçonner Kinshasa d'être de main avec les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), un groupe rebelle hutu rwandais présent depuis des années en territoire congolais. De l'autre, la RDC, qui a toujours accusé Kigali d'apporter son soutien à des groupes armés s'évissant dans la région du Kivu (dans l'Est de la RDC). Pour mettre fin à ces manœuvres, les chefs d'état de la région des Grands Lacs ont convenu le 15 juillet 2012, en marge du sommet de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba, de mettre en place une "force internationale neutre" pour surveiller la frontière entre RDC et Rwanda. Présents à ces assises, le président congolais Joseph Kabila et son homologue rwandais Paul Kagame avaient donné leur "accord de principe". Problème : les deux dirigeants n'ont pas la même lecture de la composition de cette force et de son éventuel mandat. Même les ministres de la Défense de la Conférence internationale des pays des Grands Lacs (CIPGL), réunis les 15 et 16 août à Goma, capitale du Nord-Kivu, se sont contentés d'annoncer : "La force internationale neutre sera dotée de mandat de l'UA et de l'ONU et comprendra des troupes de pays africains." Quelles troupes mettre en place ? Pour Alexandre Luba Ntambo, ministre congolais de la Défense, la nouvelle force pourrait comprendre jusqu'à 4 000 hommes des pays d'Afrique non impliqués dans la crise en RDC. Seraient donc exclues les troupes congolaises, mais aussi celles du Rwanda et de l'Ouganda - deux pays accusés par Kinshasa d'apporter leur soutien au M23. Joint au téléphone par FRANCE24, Jean-Louis Ernest Kyaviro, porte-parole du gouvernement du Nord-Kivu, province congolaise la plus touchée par le conflit armé, estime : "Ce serait scandaleux de permettre au Rwanda et à l'Ouganda de prendre part à la traque des groupes armés qu'ils soutiennent ; lesquels sont responsables des millions de morts dans l'Est de la RDC." Thierry Vircoulon, directeur du département Afrique centrale de l'International Crisis Group, se montre sceptique sur la mise en place d'une telle force dans la région des Grands Lacs. "Aujourd'hui, l'UA, d'abord, par les différentes crises en Somalie, en République centrafricaine ou au Mali, ne possède pas les capacités militaires nécessaires pour déployer, à court terme, une force dans l'Est de la RDC", explique-t-il à FRANCE 24. Au-delà de "l'hypothétique déploiement de la force neutre", l'expert doute également de son "efficacité sur le terrain", rappelant que plus de 18 000 Casques bleus sont présents sur le territoire congolais depuis des années, sans parvenir à mettre fin à l'activisme des groupes armés. "L'option d'une force internationale neutre apparaît comme une vraie fausse solution à la crise dans l'Est de la RDC", estime Thierry Vircoulon. "Pendant ce temps, le M23 va tranquillement s'enraciner, du moins jusqu'à la prochaine réunion des dirigeants des Etats concernés, prévue en septembre." Force neutre, "une distraction" Du côté du M23, on ne croit pas non plus au déploiement d'une telle force à la frontière entre RDC et Rwanda. "C'est une distraction", affirme à FRANCE 24 le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, porte-parole de la rébellion. "Nous attendons de voir comment ces troupes vont se déployer et, surtout, combien de temps leur mise en place va prendre", renchérit-il, invitant le gouvernement congolais à privilégier la voie du "dialogue avec [son] mouvement, incluant l'opposition politique et la société civile, pour trouver une solution définitive à la

crise". "Faux", estime Jean-Louis Ernest Kyaviro. "Aucun accord politique ne saurait aujourd'hui démanteler tous les groupes armés actifs dans l'Est de la RDC, soutient le porte-parole du gouvernement du Nord-Kivu. Il faudra bien une action sur le terrain." Les regards sont désormais tournés vers Maputo, où le sommet de la Communauté Économique des États d'Afrique australe (SADC) s'ouvre vendredi et où les chefs d'État se pencheront sur la situation dans la RDC. En attendant, les seigneurs de guerre n'ont aucun mal à poursuivre leurs méfaits, "profitant de l'exploitation illégale des ressources naturelles pour financer leur action", souligne Thierry Vircoulons, pour qui "la stabilisation de la situation dans l'Est de la RDC passe par une exploitation harmonieuse des richesses de la région des Grands Lacs".